

Distr.
GENERALE

E/ECE/1272
9 mars 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Quarante-huitième session
(Point 3 de l'ordre du jour provisoire)

ACTIVITES DE LA COMMISSION VISANT A AIDER LES PAYS DE LA REGION
EN TRANSITION VERS UNE ECONOMIE DE MARCHE ET LEUR INTEGRATION
A L'ECONOMIE EUROPEENNE ET MONDIALE

Généralités

1. En avril 1990, dans sa décision D (45), la Commission a constaté que les développements récents et en cours en Europe modifiaient de façon variable les caractéristiques et le fonctionnement des sociétés et des économies des pays de la région. Eu égard à sa composition et à la nature de la coopération qu'elle met en oeuvre, elle a conclu qu'elle avait un rôle à jouer dans l'assistance à la transition vers l'économie de marché. Elle a donc prié le Secrétaire exécutif de présenter un certain nombre de thèmes pratiques d'ateliers caractéristiques des différents aspects du processus de transition. Elle a également demandé aux Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE de discuter de ces thèmes à leur prochaine session. La décision D (45) a marqué le début des efforts de la Commission pour situer dans un cadre de référence l'assistance qu'elle est appelée à fournir aux pays de la région pour les aider à passer à une économie de marché et faciliter leur intégration dans l'économie européenne et mondiale.

2. En décembre 1990, dans sa décision O (45), la Commission a non seulement défini les priorités de son programme de travail, mais elle a également décidé d'adapter ses méthodes de travail, ses objectifs et ses structures en fonction de la nature du processus de transition. Elle a noté que ses activités dans les secteurs prioritaires contribuaient dans des proportions importantes à promouvoir la réforme et l'intégration ou la réintégration des économies en transition, et elle a décidé d'accorder un rang de priorité plus élevé aux travaux analytiques portant sur la nature et les difficultés du processus de transition. Elle a fait observer ensuite que les avantages que les pays

engagés dans un processus de transition cherchaient initialement à obtenir étaient des contacts ainsi que des avis, tant sur le plan technique que sur des questions d'orientation et que, pour être vraiment utiles, les activités en rapport avec ce processus devaient être d'actualité, menées en temps voulu, utiles et efficaces, et qu'elles ne devaient pas faire double emploi avec des activités menées ailleurs. La Commission a également cité à titre d'exemple des thèmes à traiter lors d'ateliers, dans tous les secteurs de son programme de travail.

3. Comme suite à la demande de la Commission, les conseillers économiques, lors de leur vingt-sixième session (mai-juin 1990) ont examiné des thèmes pratiques d'ateliers qui pourraient être proposés à d'autres organes subsidiaires principaux, en adoptant à cette fin, chaque fois que possible, une démarche interdisciplinaire (voir ECE/EC.AD/36, annexe II). De même, à sa cinquante et unième session, en octobre 1990, le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a élaboré des directives pour l'organisation d'ateliers sur la transition dans le domaine des établissements humains (voir ECE/HBP/80, annexe II).

4. Dans sa décision B (46), adoptée en avril 1991, la Commission a souligné l'importance qu'elle attachait à la promotion du processus de réforme économique et de transition vers l'économie de marché dans les pays d'Europe orientale et centrale et elle a prié ses organes subsidiaires de contribuer à la préparation d'ateliers portant sur des thèmes pratiques, en particulier sur le processus de transition. Elle a aussi réaffirmé la nécessité d'entreprendre une observation et une analyse poussées du développement des économies de la région, en particulier de celles d'Europe centrale et orientale, afin de favoriser le processus de réforme économique et d'intégrer les économies en transition dans l'économie mondiale.

5. En avril 1992, dans sa décision D (47), la Commission a confirmé l'importance qu'elle attachait à la promotion du processus de réforme économique et de transition vers l'économie de marché dans les pays d'Europe centrale et orientale et souligné que ce processus était conforme aux intérêts de tous les pays membres de la CEE. Elle a aussi réaffirmé que le travail effectué dans les cinq secteurs prioritaires définis précédemment contribuait pour beaucoup à faciliter le processus de transition, et que dans les domaines non prioritaires les problèmes de transition devraient être abordés essentiellement dans le cadre de réunions informelles telles que des ateliers. Elle a noté avec satisfaction le travail déjà accompli, confirmé qu'elle était prête à encourager le processus de transition vers l'économie de marché, dans les limites des ressources disponibles, et invité les gouvernements, les institutions internationales compétentes et les donateurs privés à examiner les possibilités de financer des ateliers sur la transition. Elle a prié ses organes subsidiaires de continuer à contribuer au programme d'ateliers et elle a invité le Secrétaire exécutif à établir une étude détaillée évaluant les résultats des ateliers, qui devrait lui être soumise à sa réunion informelle spéciale en vue d'élaborer, pour la prochaine session annuelle, des recommandations concrètes concernant l'organisation et les méthodes de travail des futurs ateliers. Le présent rapport est une première réponse à cette demande.

Activités au titre du programme ordinaire

6. Comme suite aux dispositions des décisions D (45), O (45), B (46) et D (47) de la Commission, les programmes de travail adoptés par les organes subsidiaires de la CEE comportent de plus en plus d'activités visant à répondre aux besoins des pays en transition. Alors que dans le passé ces programmes étaient surtout axés sur l'échange d'informations et la promotion de la coopération, ils tendent maintenant à privilégier l'analyse de la nature et des difficultés du processus de transition et des questions d'orientation générale, l'examen des réformes entreprises et les besoins d'assistance.

7. Ces activités couvrent les domaines les plus divers : développement des infrastructures, directives sur des aspects importants du processus de réforme, telles que la privatisation et le problème des droits de propriété, normalisation et instruments juridiques visant à promouvoir l'intégration de la région tout entière, et programmes spéciaux d'assistance.

8. La CEE a redoublé d'efforts pour promouvoir l'intégration des réseaux d'infrastructure, dans le cadre de projets opérationnels concernant l'autoroute transeuropéenne (TEM) et le chemin de fer transeuropéen (TER), - y compris le transport combiné -, l'interconnexion des réseaux électriques et la mise en place de réseaux de gazoducs à l'échelon régional. Des méthodes novatrices ont été adoptées pour la mise en oeuvre du projet "Efficacité énergétique 2000", récemment lancé par la CEE afin de réduire le sérieux écart de rendement énergétique entre l'Est et l'Ouest.

9. Les activités visant à favoriser l'intégration et la coopération au niveau macro-économique se sont également intensifiées. La Commission a notamment mis à la disposition des milieux d'affaires des guides et manuels pratiques sur les coentreprises, les investissements privés, les aspects juridiques de la privatisation, le problème des droits de propriété, etc., questions particulièrement importantes dans le contexte du processus de transformation en Europe orientale et dans l'ex-Union soviétique.

10. La CEE a à son actif un nombre impressionnant de conventions et d'accords dans les domaines des transports et de l'environnement. Parmi les plus importants, il faut mentionner ceux qui concernent les réseaux d'infrastructure des transports (routier, ferroviaire et combiné), la Convention TIR, universellement connue, la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et les protocoles y relatifs sur les émissions de soufre, d'oxydes d'azote et de composés organiques volatils, la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement, la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières. Cette méthode s'est avérée plus efficace que si les instruments en question avaient été élaborés par voie de négociations et conférences diplomatiques traditionnelles.

11. S'agissant de la normalisation et de l'harmonisation des règles et règlements à l'échelle de la région, les travaux de la CEE ont nettement progressé dans toutes sortes de domaines : facilitation du commerce,

en particulier utilisation du système EDIFACT/ONU (informatisation de la documentation et des données sur le commerce et les transports), construction de véhicules, transport des marchandises dangereuses, harmonisation et simplification des formalités frontalières et douanières, normalisation des produits agricoles, etc.

12. Un exemple des programmes spéciaux d'assistance offerts aux pays en transition est un projet concernant la facilitation du commerce et l'utilisation du système EDIFACT/ONU qui a été présenté au Groupe de travail de la facilitation des procédures du commerce international en septembre 1992 et au Comité pour le développement du commerce en décembre 1992. Le Groupe de travail reviendra sur cette question en mars 1993.

13. Le conseiller régional de la CEE pour les transports a également répondu aux demandes de plusieurs pays en transition en leur fournissant des services sur des questions de politique générale et des aspects techniques du secteur des transports. Il faut noter que ce conseiller est le seul à avoir été transféré à la CEE comme suite à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale relative à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies. Les services de conseillers dans d'autres secteurs du programme de travail de la CEE seraient d'une grande utilité pour les pays en transition. On compte actuellement plus de 80 conseillers régionaux au Siège de l'Organisation et une cinquantaine dans les autres commissions régionales.

14. Tous les organes subsidiaires principaux ont soigneusement examiné le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans le nouveau contexte économique et compte tenu de l'évolution récente dans la région, et ils ont révisé leurs mandats en conséquence.

15. La Conférence des statisticiens européens, par exemple, a arrêté en 1992 les cinq éléments de sa "politique de transition". Cette politique définit le rôle de la Conférence parmi les efforts internationaux visant à aider les pays en transition à se doter d'un système statistique adapté aux exigences d'une économie de marché.

16. Les Conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour les problèmes de l'environnement et de l'eau, compte tenu des résultats de la réunion de la CSCE sur la protection de l'environnement, tenue à Sofia en 1989, et agissant en étroite coopération avec l'OCDE, s'emploient à favoriser une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques toxiques, en particulier dans les pays en transition.

17. En janvier 1992, le Comité du bois a décidé que toute l'assistance qu'il fournit aux pays en transition dans le secteur des forêts et des produits forestiers ferait l'objet d'un élément distinct de son programme de travail. Une réunion officieuse CEE/FAO sur les stratégies de l'aide aux pays en transition, tenue à Ossiach (Autriche) en octobre 1992, a élaboré une définition concise des secteurs du programme, thèmes et priorités de l'assistance future, qui a été entérinée par le Comité.

18. De nombreux éléments du programme de travail du Comité de l'énergie, en particulier ceux qui traitent des analyses des réformes en cours, de l'évaluation des politiques, du transfert de l'information et des projets de démonstration, présentent un intérêt spécial pour les pays en transition.

19. En 1992, le Comité des établissements humains a révisé son mandat de manière à concentrer ses efforts sur deux grands objectifs, à savoir l'assistance aux pays en transition et le développement durable. Le Comité s'est employé très activement à organiser des ateliers à l'intention des pays en transition.

Programme d'ateliers

20. La suite la plus visible donnée par la CEE aux dispositions des décisions D (45), O (45), B (46) et D (47) a été le programme d'ateliers. L'utilité et l'intérêt de ce programme ont été renforcés par l'adhésion récente d'un nombre important de pays en transition. Au cours de l'année écoulée, le nombre de pays membres de la Commission est passé de 34 à 44, dont 17 pays en transition. En outre, les Etats membres de la CEE ont accueilli favorablement les demandes de cinq nouveaux pays en transition, qui seront vraisemblablement admis dans le courant de 1993. Les pays en transition représenteront alors 45 % des Etats membres de la CEE. Pour répondre aux besoins croissants de ces pays, la CEE a lancé son programme d'ateliers en mai 1990.

21. Le principal objectif du programme était d'offrir un cadre de discussion informel pour traiter des aspects du processus de transition qui sont un sujet de préoccupation immédiat pour les gouvernements concernés. Il s'agit de fournir à ceux-ci, au moment voulu, l'aide pratique dont ils ont besoin pour adapter leurs institutions, leurs politiques et leurs méthodes aux besoins d'une économie où les décisions fondamentales sont dictées par le marché plutôt que prises de manière autoritaire.

22. Les thèmes retenus pour les ateliers correspondent de très près à ceux qui étaient énumérés dans la décision O (45), à savoir la privatisation, la restructuration des entreprises d'Etat, la promotion des PME, le commerce et l'investissement, la promotion des investissements étrangers directs, la modernisation de l'industrie, la gestion des nouvelles techniques, le développement durable, la politique des prix, l'utilisation efficace de l'énergie, le contrôle de la qualité, le développement du marché immobilier, et l'adaptation des entreprises de transport. Pour plus de précisions, les délégations sont invitées à consulter la liste trimestrielle des ateliers, publiée par le secrétariat, et les deux résumés analytiques publiés sous les cotes ECE/INFO/1/92 et ECE/INFO/3/92.

23. Depuis le début du programme, 74 ateliers ont été organisés. Ils concernaient principalement les secteurs suivants : énergie, transports, statistiques, établissements humains, développement industriel, agriculture et bois et, dans une moindre mesure, le commerce, l'environnement et l'analyse économique. Le nombre sans cesse croissant de demandes adressées au secrétariat de la CEE pour qu'il aide à organiser des ateliers témoigne de la réussite du programme. Il y a eu 9 ateliers en 1990, 28 en 1991,

34 en 1992, et 53 sont en préparation pour 1993 et 1994. Ils rassemblent habituellement, d'une part, des experts délégués par des gouvernements ou des organismes internationaux, et parfois des décideurs, d'autre part, des représentants du secteur privé et de l'industrie, ainsi que des universitaires. Outre des discussions sur des problèmes de fond, les ateliers offrent également l'occasion de contacts fructueux entre fonctionnaires gouvernementaux et représentants de l'industrie et des milieux d'affaires. Leur efficacité dépend pour beaucoup du choix des participants, décision qui relève essentiellement des gouvernements membres, agissant en consultation avec le secrétariat. Ce choix devrait être fait en sachant que les ateliers ont pour but de permettre un dialogue actif entre experts de pays de l'Ouest et de l'Est, plutôt qu'un transfert passif d'informations.

24. Dans toute la mesure possible, les ateliers sont organisés dans les pays en transition eux-mêmes. De cette façon, un plus large public de ces pays peut en bénéficier, et il est plus facile de cibler les utilisateurs finals. Jusqu'ici, 53 ateliers ont été accueillis par des pays en transition, dont 14 en Roumanie, 11 en Hongrie et 12 dans l'ex-Tchécoslovaquie. D'autres se sont tenus au Bélarus, en Bulgarie, en Pologne et en Russie. Seize pays en tout ont accueilli des ateliers. L'Albanie, la Slovénie et l'Ukraine, ainsi que la Turquie, Chypre, Malte et Israël prévoient de le faire en 1993 ou 1994. Bien que plus difficiles à organiser et généralement plus coûteux, les ateliers dans des pays à économie de marché s'avèrent efficaces pour fournir des données de première main sur la façon dont les choses fonctionnent dans une économie de marché. En pareil cas, les ateliers peuvent être combinés avec des voyages d'étude.

25. L'une des clés de la réussite du programme est sa souplesse, qui lui permet de répondre rapidement et efficacement aux besoins particuliers des pays en transition. Néanmoins, les méthodes utilisées restent dans l'ensemble conformes aux directives énoncées par la Commission. Les thèmes retenus sont pratiques et spécifiques. Leur caractère d'actualité est garanti vu que les sujets traités se rapportent aux besoins réels des pays en transition. Dans la plupart des cas, les ateliers sont organisés à l'initiative du gouvernement hôte, qui exerce une influence décisive sur le choix du thème. Ce choix répond donc à une demande précise et n'est pas imposé par d'autres gouvernements ni par le secrétariat.

26. Dans la mesure où c'est le gouvernement hôte qui est responsable au premier chef de l'organisation de l'atelier, le secrétariat joue un rôle d'appui. Il sert d'intermédiaire entre le gouvernement hôte, les sources de financement éventuelles et les experts conférenciers, et il fournit un appui fonctionnel aux réunions. Il fournit également un appui capital au stade de la préparation des ateliers, en aidant à définir le contenu théorique du programme et à planifier le déroulement des travaux, et il aide ensuite le gouvernement hôte à formuler des conclusions et recommandations et à établir des rapports. L'expérience a montré que la plupart de ces ateliers exigent de la part du secrétariat un apport technique considérable.

27. Les ateliers revêtent un caractère d'actualité en ce sens qu'ils peuvent être organisés à bref délai - contrairement à des réunions officielles -, alors que le problème à traiter n'a pas encore été résolu. Ils sont utiles

dans la mesure où ils présentent un intérêt immédiat pour les parties qui se trouvent effectivement confrontées au problème et où ils apportent des réponses aux questions des utilisateurs finals, y compris les décideurs, dans les pays en transition. Leur caractère informel les dispense des procédures établies concernant les réunions de l'ONU, qui impliquent un ordre du jour précis, des calendriers lents, des services linguistiques complets, une documentation volumineuse et des coûts élevés. Cette liberté d'action permet également d'adopter des méthodes novatrices pour répondre aux besoins avec des ressources limitées. Les ateliers sont courts (ils ne durent en général pas plus de deux jours), ce qui représente une économie de temps pour les participants, qu'ils représentent le secteur public ou des milieux non gouvernementaux. Pour utiliser au mieux le temps limité disponible, les débats sont axés sur un petit nombre de sujets et, chaque fois que possible, des groupes de travail sont constitués pour donner aux participants la possibilité d'être associés plus directement aux travaux. Pour toutes ces raisons, les ateliers sont un bon moyen de tirer parti de ressources très limitées.

28. On tente aussi, dans toute la mesure possible, d'associer étroitement au programme d'autres organisations internationales et des institutions régionales; dix y ont déjà participé, dont certaines à plusieurs occasions (OCDE, CCE, y compris EUROSTAT, PNUD, OMS, FMI, GATT, CCI, ONUDI, CNUEH). Cette coopération aide à éviter des doubles emplois avec des travaux déjà entrepris ailleurs.

29. Une caractéristique particulière des ateliers est qu'ils attirent un auditoire très varié d'utilisateurs finals. Ce sont en général les organisateurs de l'atelier dans le pays hôte qui sont chargés de choisir et d'inviter les participants. Ceux-ci viennent en majorité du pays hôte, mais le but est habituellement d'attirer un public aussi nombreux que possible, provenant d'autres pays en transition et d'un certain nombre de pays développés à économie de marché. L'auditoire compte entre 30 et 100 personnes, selon le type d'atelier et son objectif.

30. Si dans certains secteurs des ateliers ont été organisés de manière systématique, sur des thèmes connexes, avec de temps à autre un atelier itinérant répété dans plusieurs pays, cela est moins vrai dans d'autres secteurs où la corrélation n'était pas aussi étroite entre les thèmes traités. Il faut rappeler, comme on l'a fait observer précédemment, que la décision d'organiser un atelier et la définition de son thème répondent à une demande spécifique et qu'un atelier peut ne pas être directement lié au programme de travail et au calendrier de la Commission, encore qu'en général le sujet traité soit en rapport avec les travaux en cours dans les organes subsidiaires principaux intéressés. La souplesse du programme d'ateliers, dans la sélection des thèmes, la façon dont ils sont traités et le choix du moment, constitue l'un de ses principaux atouts.

31. L'absence de sources de financement sûres signifie qu'il est impossible de planifier les ateliers de manière plus systématique. Chaque fois qu'un atelier a été proposé, il a fallu se mettre en quête de fonds et de donateurs, et l'atelier n'a eu lieu que si cette démarche a abouti. Bien que cela se soit

produit dans de très nombreux cas, on a procédé par improvisation et, dans une large mesure, la sélection s'est faite au hasard. Une assise financière plus stable renforcerait également la cohérence du programme.

32. Comme on l'a dit plus haut, le financement des ateliers est provenu de sources nombreuses et variées. Néanmoins, la plus grande partie du coût a été à la charge des pays en transition eux-mêmes, qui auraient pu s'attendre à être les bénéficiaires du programme. Ils ont parfois reçu à cette fin des subventions des autorités ou des industries locales. Des contributions bilatérales, en espèces ou en nature, ont également été fournies par les secteurs public et privé de pays à économie de marché. Dans quelques cas, des organisations internationales ont aidé à couvrir les frais des participants venant de pays en transition. Un petit nombre de gouvernements de la CEE ont également versé des fonds pour soutenir le programme.

33. Etant donné la pénurie de ressources financières en général, et de monnaies fortes en particulier, dans les pays en transition, il leur est extrêmement difficile d'accueillir des ateliers et de couvrir le coût de la participation de leurs représentants. La décision de la Commission de ne pas utiliser son budget ordinaire pour financer le programme a également suscité des problèmes pour ce qui est de la participation de fonctionnaires du secrétariat. Il a été parfois possible de trouver des sources extérieures de financement, mais cela risque de devenir plus difficile à mesure que les programmes d'aide bilatérale ou multilatérale des gouvernements des pays occidentaux et des autres organisations internationales seront mieux définis. Dans le cadre de ces programmes, les fonds sont souvent affectés à des fins précises et ne peuvent donc pas servir à appuyer les activités de la CEE. En outre, le fait que les pays en transition aient de plus en plus besoin d'une aide financière pour pouvoir assister aux réunions prévues au programme ordinaire de la CEE intensifie encore la concurrence dont font l'objet les ressources disponibles, très insuffisantes. Il faut noter qu'en 1992, plusieurs pays en transition, en particulier des Etats membres récemment admis à la Commission, ont rencontré des difficultés accrues pour participer à ces réunions.

34. Convaincu que l'intégration dans la communauté internationale des pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique qui sont en transition vers une économie de marché dépend beaucoup des possibilités qu'auront ces pays de participer aux réunions d'organisations internationales telles que la CEE, le secrétariat a constitué un Fonds d'affectation spéciale ONU/CEE pour l'aide aux pays en transition. Ce faisant, le secrétariat a gardé à l'esprit la résolution 1 (1992-S) de la Commission, dans laquelle celle-ci s'était déclarée convaincue de la nécessité de faire en sorte que tous les Etats membres de la CEE puissent participer pleinement et efficacement aux travaux de la Commission.

35. Le Fonds d'affectation spéciale est un canal par lequel les gouvernements, les organisations internationales, les institutions et autres donateurs peuvent verser des fonds pour aider les pays en transition et les Etats nouvellement indépendants à couvrir le coût de leur participation aux réunions de la CEE, notamment son programme d'ateliers. Les donateurs peuvent

spécifier le domaine de travail, les activités, les réunions ou les objectifs auxquels ils souhaitent que leur contribution soit affectée, dans le cadre général du Fonds, ou le ou les pays au(x)quel(s) ils la destinent.

36. Le secrétariat veille soigneusement à ce que les demandes d'assistance reçues des pays en transition correspondent aux fonds versés, compte tenu des conditions imposées par les donateurs. Il s'occupe de la délivrance des autorisations de voyage, des billets et, le cas échéant, des demandes de remboursement des dépenses locales. Pour ce faire, il traite directement avec l'autorité concernée dans le pays hôte, ou passe par l'intermédiaire de la mission permanente à Genève. La création du Fonds d'affectation spéciale ONU/CEE est destinée à décharger les donateurs du travail considérable que représentent la mise en correspondance des demandes avec les contributions disponibles, la délivrance des documents de voyage, l'exécution des paiements et la tenue des comptes.

37. A ce jour, le Fonds a reçu des contributions du Canada, de la Norvège et de la Suède. Le Canada a affecté sa contribution au financement d'ateliers dans les secteurs de l'environnement, de l'énergie et des forêts, et celles des deux autres pays sont destinées à soutenir les travaux de la CEE dans le domaine de l'environnement. Pour compléter les ressources du Fonds, la Commission des communautés européennes s'est de son côté engagée à verser 20 000 écus pour appuyer la participation des pays en transition au programme d'ateliers.

Conclusions préliminaires

38. Vu l'expérience relativement courte du programme d'ateliers, qui n'a été lancé qu'en mai 1990, et le nombre limité de réunions organisées dans le même secteur ou dans le même pays, on ne peut guère à ce stade que dégager des conclusions préliminaires. Comparés à d'autres formes d'assistance aux pays en transition, les ateliers se sont avérés relativement économiques en temps et en argent. Leur caractère informel permet d'apporter une réponse sur mesure à des besoins perçus et à des auditoires cibles.

39. D'une manière générale, les ateliers ont été bien reçus par les pays en transition, comme en témoignent le niveau de participation et les nouvelles demandes. Environ 53 projets sont à l'étude ou envisagés pour les deux prochaines années. Neuf pays ont pour la première fois offert d'accueillir des ateliers, et il est particulièrement encourageant de noter que des pays qui l'ont déjà fait sont prêts à recommencer, en dépit des coûts qui en résultent.

40. Il faut également veiller à ce que des personnes réellement compétentes en la matière soient désignées pour assister aux ateliers. Il importe que les participants viennent de secteurs et d'organismes, publics ou privés, qui traitent effectivement des problèmes à l'étude, et qu'ils ne s'en tiennent pas à un simple rôle de représentation, surtout si une aide est demandée pour couvrir le coût de cette participation.

41. Compte tenu de l'évolution du programme, il devient toutefois nécessaire de prévoir un mécanisme permettant d'évaluer systématiquement les résultats des ateliers, leurs retombées sur d'autres activités de la CEE, leurs produits

en termes de monographies, de rapports et de recommandations, et leurs avantages globaux pour les différents pays en transition et pour ce groupe de pays. A cette fin, le secrétariat organise régulièrement des rencontres entre les fonctionnaires responsables des ateliers, où les discussions portent sur l'évaluation des ateliers antérieurs et l'organisation des ateliers futurs. On prévoit de développer ces réunions pour en faire un processus d'évaluation suivi, qui sera mené en étroite consultation avec les bureaux des organes subsidiaires principaux. Le secrétariat rendra compte périodiquement des conclusions et recommandations découlant de ce processus à l'occasion des réunions informelles spéciales de la Commission.

42. Dans leur propre évaluation des ateliers, les représentants des pays en transition se sont déclarés satisfaits des résultats obtenus grâce aux ateliers, notant que ceux-ci avaient permis d'analyser des problèmes précis et proposé des solutions. Ils ont en même temps manifesté un intérêt spécial pour des mesures complémentaires de portée pratique qui les aideraient, soit à suivre directement les problèmes soulevés lors des ateliers, soit à s'attaquer différemment à d'autres problèmes concrets présentant un caractère d'urgence. Cette forme élargie d'assistance pourrait revêtir deux formes.

43. Premièrement, le programme d'atelier de la CEE pourrait être complété par des services consultatifs d'experts. Cela signifierait que, seuls ou en petites équipes, des experts spécialisés dans des domaines bien précis définis par les pays en transition eux-mêmes ou durant les ateliers se rendraient en mission dans des pays particuliers. Leurs services couvriraient des domaines tels que le développement du système EDIFACT, l'infrastructure des transports, les économies d'énergie, les techniques peu polluantes ou sans déchets et la construction d'habitations à bon marché. Le but de ces missions devrait être de faire se rencontrer des experts de pays occidentaux, des experts nationaux et des dirigeants de pays en transition. Il serait fort utile à cette fin que davantage de conseillers régionaux soient transférés du Siège de l'ONU à la CEE (voir par. 13 ci-dessus). Le secrétariat de la CEE pourrait également jouer un rôle important en constituant un fichier d'experts de sources diverses, où figureraient notamment des membres des organes intergouvernementaux de la Commission qui se porteraient volontaires, d'anciens fonctionnaires, des consultants et des personnes associées à divers programmes (Volontaires des Nations Unies, UNISTAR/PNUD et TOKTEN, par exemple). On pourrait également envisager d'affecter temporairement des fonctionnaires de la CEE dans des bureaux intégrés des Nations Unies dans les pays en transition, avec l'appui financier du PNUD. La CEE pourrait aussi, en étroite coopération avec des organes et organismes des Nations Unies tels que le Département du développement économique et social, le CCI, l'ONUDI et le PNUD, faire office de centre de liaison en évaluant et en recrutant les experts qui seraient chargés des missions de consultation.

44. Deuxièmement, la CEE pourrait prêter son concours pour l'organisation de cours de formation à l'intention des nationaux de pays en transition, cours qui, là encore, seraient axés sur les problèmes définis par les pays intéressés ou qui se sont fait jour lors des ateliers. Sans devenir un centre de formation professionnelle, le secrétariat de la CEE pourrait fournir un appui technique à ces programmes, comme il l'a déjà fait dans des secteurs tels que la gestion des coentreprises, l'utilisation des techniques nouvelles,

les établissements humains, l'industrie sidérurgique et l'énergie, où des thèmes de formation figuraient parmi les produits des ateliers et autres réunions de la Commission. Ce type de formation pourrait également prévoir des cours de recyclage, liés à la restructuration des industries, ainsi que la formation de formateurs, en vue de renforcer les capacités nationales dans les pays en transition. Cette formation pourrait être dispensée dans des établissements existants, de préférence dans les pays en transition. Le secrétariat de la CEE pourrait également aider à trouver des formateurs, soit dans d'autres organes ou organismes des Nations Unies (OIT, CCI, ONUDI, CNUEH, par exemple), dans d'autres institutions, ou dans les administrations de gouvernements membres disposant de personnel spécialisé en matière de formation, soit dans le secteur privé.

45. Il faudrait également prendre des mesures pour mieux faire connaître aux nouveaux Etats membres de la CEE les travaux des organisations internationales en général et ceux de la Commission en particulier. En dépit des efforts qu'a faits le secrétariat pour faire parvenir dans leurs capitales de la documentation et des communications concernant les travaux de la Commission, leur intégration aux activités de la CEE ne s'est faite que lentement. Dans certains cas, des fonctionnaires du secrétariat se sont rendus sur place et ont diffusé des informations sur le secteur relevant de leur compétence. Il faudrait toutefois que les gouvernements de ces pays soient informés plus largement et plus systématiquement du programme de travail de la Commission dans son ensemble et de la façon dont elle fonctionne. Le secrétariat propose donc d'organiser un colloque à l'intention de ses nouveaux membres, pour les mettre mieux au courant des travaux de la CEE et des avantages qu'ils peuvent tirer d'une participation à ses activités. Un appui gouvernemental à ce colloque serait indispensable.

46. Il est également de plus en plus nécessaire que l'assistance fournie par le système des Nations Unies aux pays en transition fasse l'objet d'une démarche coordonnée. A l'heure actuelle, un grand nombre de ces pays reçoivent une aide de diverses sources, qui dépasse leur capacité d'absorption et, souvent, ne correspond pas à leurs besoins. La CEE pourrait, dans le cadre du système des Nations Unies, être considérée comme le centre de coordination du programme d'assistance aux pays en transition de la région.

47. En dépit d'efforts résolus pour encourager la coopération avec d'autres organisations internationales dans la mise en oeuvre du programme, l'expérience montre que d'autres instances continuent à tenir des réunions sur des sujets similaires dans les pays de la région de la CEE. Il est donc essentiel, tant au niveau des gouvernements qu'à celui des secrétariats, d'intensifier la coopération avec les autres organisations dans le cadre du programme d'ateliers.

48. Dans sa résolution 1 (1992-S) du 5 octobre 1992, relative au renforcement de la CEE, la Commission a souligné la nécessité d'explorer les moyens de dégager et d'obtenir des ressources suffisantes pour son programme en faveur des pays en transition. Les Etats membres de la CEE souhaitant actuellement que le budget ordinaire de la Commission ne soit pas utilisé pour le financement des ateliers, il s'ensuit que le programme est exclusivement tributaire de ressources extrabudgétaires. Le secrétariat manque d'expérience

et de temps pour lancer des appels de fonds. Jusqu'ici, comme on l'a fait observer plus haut, la gestion du programme a résulté d'initiatives improvisées et spontanées, prises au coup par coup pour assurer le financement indispensable sans lequel le programme d'ateliers ne pourrait pas se poursuivre. L'élargissement de la composition de la Commission et les difficultés auxquelles se trouvent confrontés ses nouveaux Etats membres signifient de nouveaux défis à relever et de nouvelles demandes à satisfaire. Il faudrait tout faire pour encourager les gouvernements membres, les organisations internationales et les institutions, ainsi que d'autres donateurs éventuels, à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale qui a été créé pour financer le programme. Compte tenu de ces considérations, les délégations pourraient envisager de tenir des consultations, avec la participation du secrétariat, pour discuter de la façon dont on pourrait renforcer les activités de la CEE en faveur des pays en transition et les mécanismes du Fonds d'affectation spéciale de manière à mobiliser davantage de contributions, en espèces et en nature, à l'appui du programme de la CEE.
